

**La Suisse n'est pas un libre-service pour les bandes venues de France.
Renforçons les effectifs de l'OFDF pour mieux contrôler nos frontières !**

NEU

Texte

Le Conseil fédéral est chargé de renoncer immédiatement à toute économie touchant les effectifs du personnel de l'OFDF et de proposer au plus vite une augmentation adaptée de ceux-ci avec pour objectifs, à très court terme, en collaboration avec les polices cantonales,

- de renforcer, sur le terrain, les effectifs chargés du contrôle de notre frontière avec la France ;
- d'être en mesure de contribuer efficacement à la réintroduction des contrôles systématiques de personnes en secteur frontière qu'autorise le Code des frontières de Schengen.

Développement

Le nombre des « casses » d'armureries ou de distributeurs d'argent se multiplient en Suisse. Sans parler des cas de car-jacking ou de home-jacking. Les médias n'hésitent pas à évoquer une situation "hors de contrôle" qui inquiète. Selon la propre appréciation de fedpol, ce phénomène inquiétant est imputable principalement sinon exclusivement à la criminalité transfrontalière, plus précisément à des bandes organisées venues de la France voisine.

L'origine de ce type de criminalité est ainsi identifiée : elle nous vient de l'étranger. Le remède s'impose donc, avec évidence : nous devons mieux contrôler nos frontières.

Au Parlement fédéral, des voix s'élèvent pour réclamer la réintroduction des contrôles systématiques à la frontière, comme l'autorise le Code des frontières de Schengen (règl. (UE) 2016/399 – cf. Mo Golay 25.4202). C'est toutefois impensable sans une augmentation des effectifs des deux corps qui, chacun avec ses compétences, sont en charge du contrôle de nos frontières : les polices cantonales et l'Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières (OFDF).

Des questions ont déjà été posées pour s'inquiéter de la quasi désertion de la frontière terrestre dans le secteur Genève (25.7398) et pour demander des renforts pour la région Ouest de la douane (25.7397). Sans résultat, hélas ! Pire encore : un programme d'économies frappant aveuglément et indistinctement tous les secteurs, y compris dans des domaines-clés comme la sécurité, s'il devait être mis en œuvre, irait exactement à fins contraires en privant l'OFDF des moyens de contrôler mieux des frontières aujourd'hui singulièrement dégarnies.

Il faut impérativement inverser cette tendance. Et vite. En collaboration avec les polices cantonales, la Confédération doit faire sa part en augmentant l'effectif des personnels de l'OFDF engagés sur le terrain.

